

**Sujet : Une croissance élevée est-elle compatible avec un développement durable ?**

Consignes :

- 1) Prenez connaissance du plan proposé, et assurez-vous qu'il répond bien au sujet posé.
- 2) Dans la liste de prologues, transitions, intro, conclusion, sous-parties proposées, découpez puis collez les éléments pertinents au bon endroit (prenez le plan comme guide).

**I- Les effets négatifs d'une croissance productiviste sur l'environnement et la société**

- A) La croissance productiviste épuise les énergies non renouvelables...
- B) ...engendre des externalités positives...
- C) ... et elle peut être inéquitable

**II- Mais, selon les libéraux, la croissance portent en elle les solutions des problèmes qu'elle posent**

- A) Contre la décroissance : la croissance et la transition énergétique
- B) Le marché va corriger ses propres imperfections
- C) L'effet de percolation profite, à terme, à toute la population

**III- Les conditions d'une "croissance verte" et soutenable**

- A) Internaliser les externalités
- B) Repenser les modes de production et de consommation
- C) Partager équitablement les fruits de la croissance

**Introduction et conclusion (choisissez...)**

Le monde a très récemment pris conscience que la croissance économique mondiale reposait sur un mode de production responsable de l'épuisement des énergies non renouvelables, de la pollution, et du réchauffement climatique, tout en ne permettant pas de nourrir, de soigner et d'éduquer dignement une grande proportion de l'humanité. Il faut donc trouver le moyen de concilier la croissance économique et le développement durable, sous peine d'aboutir à ce que l'universitaire américain Jared Diamond nomme un "éco-suicide". Mais faut-il, pour cela, sacrifier la croissance, produire moins et limiter la consommation ? Aux promoteurs de la "décroissance", on oppose l'argument que les pays du Sud, faute d'une croissance soutenue, ne peuvent déjà pas subvenir à leurs besoins. Leur imposer une restriction de la production sous couvert d'écologie serait inefficace et injuste car, comme le dit Sala-i-Martin, "les pauvres ne s'intéressent pas aux baleines". Pourtant, les populations défavorisées sont les premières victimes des problèmes de pollution et du réchauffement climatique. Il convient donc de mettre en place les conditions d'une croissance soutenable et équitable, qui permette à tous les êtres humains de satisfaire leurs besoins dans un environnement sain, tout en léguant à leurs enfants un capital humain et naturel intact. Or, nous avons vu que, pour les libéraux, la solution passe par les mécanismes du Marché, lequel corrige ses propres imperfections grâce au progrès technique, aux effets de substitution et de percolation. Néanmoins, dans la droite ligne du Rapport Bruntland et des accords internationaux, les autorités publiques nationales et supranationales s'obligent à inciter les agents économiques à modifier leur façon de produire et de consommer, et à mieux partager les fruits de la richesse produite. Il reste que la première puissance économique mondiale - les Etats-Unis - est le plus gros pollueur mondial et n'a pas ratifié le Protocole de Kyoto, sous prétexte que les pays émergents n'ont pas encore quantifié leurs objectifs de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>. En attendant, la planète se réchauffe...

« *Soyez bons avec la terre : elle ne vous a pas été donnée par vos parents, elle vous est prêtée par vos enfants. Nous n'héritons pas la Terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants.* » : ce proverbe amérindien donne l'esprit du "développement durable", défini par le Rapport Bruntland de 1987 comme celui "qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Concrètement, il s'agit d'assurer un développement économique qui tiennent compte de l'impact environnemental et social des modes de production, de consommation et de répartition des richesses. Mais le développement durable s'accommode-t-il de la volonté de produire toujours plus de biens et de services ? On sait qu'une croissance économique productiviste engendre une formidable expansion, mais également des dégâts environnementaux et sociaux. Il convient donc de s'interroger sur les conditions d'une compatibilité entre croissance et développement durable : faut-il forcément renoncer à la croissance économique ? Quels modes de production favorisent-ils la sauvegarde de la planète et la justice sociale ? Nous montrerons d'abord les effets négatifs d'une croissance productiviste ; puis nous verrons que, pour les libéraux, la croissance porte ses propres solutions ; enfin, nous étudierons les

conditions d'une croissance "verte" et équitable.

### **Prologues et transitions entre les trois parties**

3 Pour les économistes, penseurs et hommes politiques adeptes du marché comme mode de régulation économique et sociale (les "libéraux" au sens français du terme), la solution est à chercher non pas dans une limitation des besoins et de la production, mais au contraire dans la croissance économique.

4 De la création de nouveaux marchés à l'interventionnisme actif des pouvoirs publics, de nombreuses solutions s'offrent au monde pour favoriser le développement durable, sans brider la croissance.

5 Une "croissance productiviste" est un mode de production fondé la recherche d'une productivité et d'une croissance maximales, sans préoccupation réelle de ses conséquences sociales et environnementales.

6 Malgré l'optimisme et la foi des libéraux dans les vertus du Marché et de la croissance, le monde, fait face aux premiers effets du réchauffement climatique. dans l'urgence, il tente actuellement de dégager les conditions d'une compatibilité entre croissance économique et développement durable.

7 Pourtant, les inégalités mondiales ne cessent d'augmenter, en même temps d'ailleurs que l'"empreinte écologique" de l'humanité (doc. 24 p.47) : celle-ci mesure l'"épuiement du capital naturel (...) de la planète nécessaire pour satisfaire les besoins économiques d'une collectivité". En 2003, il aurait fallu 1,2 planète Terre pour subvenir aux besoins présents de l'humanité : comment, dans ces conditions, satisfaire les générations futures ?

### **Sous-parties**

8 Puisque l'activité économique produit des externalités négatives, il faut déjà "internaliser" celles-ci. Plusieurs outils sont mis en oeuvre aux niveaux national et supranational (doc.23p.46) : l'instauration de taxes selon le principe du pollueur-payeur vise ainsi à désinciter à la production polluante ou l'achat de produits non-propres ou "énergivores" ; les normes environnementales et sanitaires sont un moyen coercitif direct, tel que la collecte sélective des déchets, l'interdiction des gaz CFC néfaste à la couche d'ozone, la traçabilité alimentaire, les quotas de pêche etc ; enfin, concernant les émissions de soufre ou de gaz carboniques, les Etats-Unis et l'Europe ont instauré des marchés des "droits d'émission" de CO<sub>2</sub>, bourses d'échange entre industriels permettant en théorie de réduire à la fois les émissions de CO<sub>2</sub> et le coût social de la dépollution. Toutes ces mesures prennent pour cadre le Protocole de Kyoto, lequel n'a cependant pas encore été ratifié par le plus gros pollueur de la planète, les Etats-Unis.

9 Enfin, répondre "*aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*" implique que les fruits de la croissance soient équitablement partagés, afin de permettre aux populations les plus pauvres d'accéder à une gamme de biens et services la plus large possible. La réduction des inégalités au sein des pays et entre les pays est l'une des dimensions du développement durable. Pour des libéraux comme Sala-i-Martin, "lorsque tout le monde sera riche, tout le monde se préoccupera de l'environnement" ; mais pour d'autres, la redistribution des richesses via l'élévation du revenu disponible des plus défavorisés, l'instauration d'un système de santé, d'éducation, et d'infrastructures publiques (assainissement de l'eau, équipement des villes, transports etc), sont absolument nécessaires à la satisfaction des besoins de la génération présente et de leur descendance. Dans les métropoles très pauvres du Sud émergent comme Calcutta en Inde, la question ne se pose pas de savoir s'il faut d'abord préserver l'environnement ou enrichir la population par la croissance : les deux objectifs sont intimement liés. Les pauvres sont les premiers à souffrir du surpeuplement, de la pollution de l'eau et des industries polluantes : en leur permettant d'évoluer dans un environnement sain et de travailler dignement, on leur permettra de vivre mieux et d'en faire profiter leurs enfants.

10 Pourtant, dès 1972 et la publication de leur rapport "Halte à la croissance", des chercheurs du Massachussets Institute of Boston (le "Club de Rome") avaient alerté l'humanité sur les dangers du productivisme, et posé une question provocante, à laquelle des économistes tels que Georgescu-Roegen ou Serge Latouche répondent "oui à la décroissance" (doc.28p.49). Face à cette remise en cause de l'essence du capitalisme moderne, les libéraux opposent d'abord l'argument de la "transition énergétique". L'histoire économique montre que l'intensité énergétique du PIB (le nombre de tonnes d'équivalent pétrole nécessaire pour produire 1000\$ constants de PIB, doc.27p.48) augmente aux premiers temps de l'industrialisation, puis diminue avec le développement économique. La "courbe de Kuznets environnementale" a ainsi vu la France et les

Etats-Unis assurer leur transition énergétique au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine dans les années 1980. L'amélioration des procédés de fabrication, le passage à des énergies moins consommatrices de ressources non-renouvelables (ex : production d'électricité par les centrales nucléaires), l'émergence d'une opinion publique sensible aux problèmes environnementaux seraient les facteurs de cette transition énergétique, le progrès technique en tête.

11 Depuis la seconde Révolution industrielle, le pétrole et l'électricité sont les énergies dominantes d'une croissance fondée sur la production en masse de biens matériels (biens agro-alimentaires, automobiles, électroménagers) et immatériels (télécommunications, transports...), fortement consommateurs de matières premières et d'énergie. Le problème est qu'après deux siècles d'industrialisation, nombre de matières premières minérales, fossiles ou agricoles (charbon, pétrole, gaz naturel, poissons...), à l'image des ressources halieutiques (en 2003, moins d'un quart des stocks de poissons dans le monde étaient gérés de manière durable, doc. 22 p.46). Or, la technologie actuelle de production repose principalement sur la consommation, par les industries, de ces hydrocarbures et autres matières fossiles et minérales. Comment produisons-nous, que produisons-nous et pourquoi le produisons-nous, constitue donc une triple interrogation essentielle, qui se pose également aux agriculteurs. De nos jours, Du Nord au Sud émergent, l'agriculture "industrielle" a, en effet recours à des "intrants" (engrais, pesticides, fongicides etc) qui épuisent la terre et donc le stock d'espaces arables à transmettre aux prochaines générations. Pire, ces produits polluent quand, par exemple, ils engorgent les nappes phréatiques de nitrate...

12 L'action des pouvoirs publics initie un mode de "gouvernance", que les entreprises et les populations commencent à appliquer au quotidien, en revoyant complètement leur mode de production et de consommation. Dans les entreprises et les administrations, la numérisation, l'achat de véhicules et équipement productifs propres et économes, le traitement des déchets constituent des exemples d'innovations de procédés favorables à une croissance soutenable. Les ménages, du tri sélectif aux chauffages et logements "écologiques" en passant par l'achat de produits "bio" ou "verts", changent leur mode de consommation. Compatible avec le développement durable, la croissance est d'ailleurs renforcée par la création de nouveaux métiers et d'activités liés à l'écologie, notamment dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Mais cela va plus loin : la question de savoir ce qui doit être produit et consommé - et comment, avec quoi ? - est de plus en plus sérieusement posée. Au-delà de l'effet de mode et de sa récupération par le marketing des grands groupes, la croissance extraordinaire des produits "bio" en est la preuve, d'autant que ces filières sont souvent liées au "commerce équitable" et aux coopératives de consommateurs, dispositifs qui visent à court-circuiter la grande distribution captatrice de profits, pour élever le revenu des petits producteurs (ex : café colombien, production maraîchère auvernoise).

13 En effet, le Marché devrait, par exemple, inciter les innovateurs à expérimenter et utiliser des énergies renouvelables pour l'alimentation des moteurs, des systèmes de chauffage et d'éclairage : hydrogène, énergie solaire, éolienne, hydraulique... Or, selon l'économiste libéral Sala-i-Martin (doc.26p.48), ces "nouvelles technologies ne vont pas venir des pays pauvres", tant que la croissance ne leur aura pas permis de dégager les moyens de trouver et de financer une solution technologique au problème environnemental. En attendant que le monde entier se soit développé économiquement, il convient que les pays industrialisés poursuivent leur croissance car, en l'arrêtant, "on ne résoudra pas le problème : on risque plutôt de l'aggraver". La croissance donnerait donc les moyens nécessaires à l'innovation, au progrès technique et à une production soutenable d'un point de vue écologique. Par ailleurs, les mécanismes de marché devraient "naturellement" jouer dans le sens des énergies renouvelables : devenues rares, les ressources finies (pétrole, gaz etc) vont voir leur prix augmenter à long terme ; par un effet-prix et un effet de substitution, la demande de ces biens va diminuer, au profit de la demande d'énergies renouvelables idem pour les véhicules et biens électroménagers "propres"). On devrait donc, selon les libéraux, laisser le Marché mener les économies sur un sentier de croissance, plutôt que de le brider.

14 Outre le réchauffement climatique, les exemples de l'impact environnemental de notre mode de production sont légions : trou dans la couche d'ozone, rivières, fleuves et littoraux pollués par les produits chimiques déversés par l'industrie et l'agriculture, fonds marins et villes engorgés de déchets (doc. 23 p.46, 1 et 2 p.51). Involontaires, ces phénomènes sont pourtant des effets externes de la production et de la consommation : les économistes parlent d'"externalités négatives". Malgré les signaux d'alerte lancés par des organisations publiques ou non gouvernementales depuis trente ans, les manières de produire et de consommer changent peu : ainsi, en France, la population a augmenté de 4% entre 1993 et 2002, et les déchets des ménages de... 12%. Les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) ont certes diminué en France de 15% entre 1980 et 2000 (doc. 21 p. 45) ; mais, malgré les accords de Rio de Janeiro (1992) et l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto (2005), les Etats-Unis - qui n'ont pas ratifié le Protocole - demeurent le premier émetteur de CO<sub>2</sub>, avec 19 tonnes par an et habitant (Ouest-France, 14/11/09), soit 5,7 millions de tonnes au total (contre 5,6 pour la Chine, soit 4,3 tonnes par habitant). L'inadaptation des bâtiments et de leur mode de chauffage, les transports publics et privés et les centrales

thermiques (production d'électricité par combustion de charbon) sont, en grande partie, responsables de ces émissions. Les générations actuelles et à venir devront donc gérer ces "externalités négatives", en finançant la dépollution ou en payant le prix humain (catastrophes naturelles, réfugiés climatiques, crises géopolitiques...).

15 Un troisième argument met en avant l'"effet de percolation" ("trickle down") : reposant sur le dynamisme des élites économiques et l'investissement des entreprises, la croissance économique profiterait, à terme, à toute la population, via les emplois créés et le revenus salariaux générés. Le dernier rapport de la Banque Mondiale montre ainsi qu'en Chine, les inégalités sociales sont très importantes et s'accroissent entre les dirigeants économiques et la classe moyenne d'une part, le monde ouvrier et paysan d'autre part. Cependant, le rapport insiste sur le fait que cet accroissement des inégalités traduit l'enrichissement des élites, du fait de l'expansion formidable du pays. Des millions d'emplois se créent et les salaires, peu à peu, s'élèvent. Les infrastructures sanitaires et scolaires se développent et bénéficient à la population défavorisée. L'effet de percolation aurait donc commencé à jouer, ce qui devrait, à terme, faire baisser les inégalités sociales et permettre à toute la population de subvenir à ses besoins. On retrouve ici le constat originel de l'économiste Simon Kuznets : après avoir provoqué un creusement des inégalités, la croissance et le développement économique permettrait, ensuite, leur réduction. Les libéraux en concluent que les forces du marché et la croissance sont à même de répondre à la dimension sociale du développement durable, en permettant aux enfants des générations actuelles d'avoir une meilleure éducation et une meilleure santé, des emplois mieux rémunérés...

16 Le développement durable ne se situe pas seulement sur le plan environnemental, mais également humain et social. Dans son rapport de 1987, la Commission Brundtland "estime que la pauvreté généralisée n'est pas une fatalité. Or, la misère est un mal en soi, et le développement durable signifie la satisfaction des besoins élémentaires de tous". Elle insiste ensuite sur la nécessité d'"assurer la croissance économique dans les pays où la majorité des habitants vivent dans la misère, mais encore faire en sorte que les plus démunis puissent bénéficier de leur juste part des ressources qui permettent cette croissance", un système démocratique étant le plus efficace pour permettre "à cette justice de naître". Or, il faut bien reconnaître que les inégalités mondiales sont criantes face à la faim, l'accès à l'eau potable, à la santé, l'éducation, le logement, un environnement sain, autant de besoins primaires non satisfaits dans les pays du Sud et dans certaines zones des pays développés (ghettos urbains, poches de misères urbaines ou rurales...). Il ne suffit pas donc pas, à l'instar de la Chine, de se développer économiquement : pour éviter le mal-développement, il faut également que l'ensemble de population profite de la croissance économique. Le développement durable est donc également, par définition, un développement humain (doc.3p.51).